



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 44 du 16 octobre 2009

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 19 octobre 2009

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1030
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1030
CABINET DU PREFET	1030
Service interministériel de défense et de protection civile	1030
Extrait de l'arrêté n° 63/2009/SIDPC du 7 octobre 2009 portant fermeture d'une classe au collège Julien Franck de Champigneulle	1030
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	1030
Bureau des réglementations	1030
Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2009 portant réglementation des débits de boissons dans le département de la Meurthe-et-Moselle	1030
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	1031
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	1031
Avis de demande de constitution d'un groupe de travail appelé à élaborer un règlement de publicité à Toul	1031
Extrait de l'arrêté modificatif du 12 octobre 2009 prescrivant des mesures de police des mines pour l'exploitation sans autorisation préfectorale d'un gîte géothermique à basse température sur la commune d'Essey-lès-Nancy, caserne Kléber.....	1031
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	1032
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	1032
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 7 octobre 2009 (Meurthe-et-Moselle/Vosges), modifiant l'arrêté interpréfectoral du 27 juillet 2009, maintenant à 63 délégués la représentation de la communauté urbaine du Grand Nancy au sein du comité syndical du syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle.....	1032
Extrait de l'arrêté du 8 octobre 2009 autorisant la création du syndicat intercommunal à vocation unique du Trey	1032
Extrait de l'arrêté du 14 octobre 2009 autorisant la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch à exercer la compétence « petite enfance »	1032
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	1033
Extrait de l'arrêté du 8 octobre 2009 constatant la dissolution du syndicat intercommunal de transports scolaires et voyageurs du Pays de Briey	1033
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE	1033
Extrait de l'arrêté du 9 octobre 2009 autorisant l'extension des compétences du syndicat intercommunal du collège d'Einvillle au Jard	1033
Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2009 autorisant l'adhésion de Montigny au syndicat intercommunal à vocation unique de distribution électrique du Badonvillois	1033
Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2009 portant dissolution du syndicat intercommunal du grand Rozot	1033
SOUS-PREFECTURE DE TOUL	1034
Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2009 relatif à la modification des statuts du S.I.S. Maron/Sezey	1034
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	1034
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE.....	1034
Extrait de la décision du directeur de l'A.R.H. de Lorraine du 15 septembre 2009 portant approbation du programme d'investissement pour le nouveau bâtiment hospitalier du Centre psychothérapique de Nancy.....	1034
Extrait de la délibération n° 88/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 septembre 2009	1034
Extrait de la délibération n° 89/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 septembre 2009	1034
Extrait de la délibération n° 90/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 septembre 2009	1035
Arrêté n° 105/09 du 2 octobre 2009 portant délégation de signature à Monsieur Serge MORAIS, chargé de mission	1035
Arrêté n° 106/09 du 2 octobre 2009 portant délégation de signature à Monsieur Daniel BOUFFIER directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle	1035
Service actions et établissements de santé	1036
Extrait de l'arrêté n° 15 du 7 octobre 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey/Lay-Saint-Christophe.....	1036
Extrait de l'arrêté n° 18 du 7 octobre 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H Santé.....	1037
Extrait de l'arrêté n° 28 du 7 octobre 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration de la Maternité Régionale de Nancy.....	1038
Extrait de l'arrêté n° 31 du 19 août 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port	1038
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST	1039
Division d'exploitation de Metz.....	1039
Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-070 en date du 8 octobre 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'entretien de la RN 52, du PR 14+128 au PR 18+247 ...	1039
Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est -M-54-071 en date du 8 octobre 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de remplacement des joints de chaussée sur A33 au PR 12+054	1040
Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-072 en date du 8 octobre 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réparations des glissières sur la RN 52, du PR 18+300 au PR 19+800	1041
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	1042
Service actions et établissements de santé	1042
Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 1161-09 du 13 octobre 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale - Agrément n° 15 - Autorisation n° 54-74 - Autorisation n° 54-92	1042
Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 1162-09 du 13 octobre 2009 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale, 21 rue de la Liberté - 54490 PIENNES - Autorisation n° 54-92.....	1043
Service cohésion sociale.....	1043
Extrait de l'arrêté DDASS/SCS/ n° 1126 du 8 octobre 2009 portant agrément de l'Association pour un Lien Social et des Espaces Solidaires « ALISÉS » pour la domiciliation des personnes sans domicile stable.....	1043
Extrait de l'arrêté DDASS/SCS/ n° 1127 du 8 octobre 2009 portant agrément de l'association Accueil et Réinsertion Sociale « ARS » pour la domiciliation des personnes sans domicile stable	1044
Extrait de l'arrêté DDASS/SCS/ n° 1128 du 8 octobre 2009 portant agrément de l'Association Lorraine d'Aide aux Sans Abri (ALASA), de l'Association Lorraine d'Assistance aux Libérés (ASLORAL) et de l'Association « Le Gîte Familial » pour la domiciliation des personnes sans domicile stable	1044
Extrait de l'arrêté DDASS/SCS/ n° 1129 du 8 octobre 2009 portant agrément de l'Association « Amitiés tsiganes » pour la domiciliation des personnes sans domicile stable	1044
Extrait de l'arrêté DDASS/SCS/ n° 1130 du 8 octobre 2009 portant agrément du Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour les Usagers de Drogues (CAARUD) « L'ECHANGE » pour la domiciliation des personnes sans domicile stable	1044
Service solidarité - autonomie.....	1044
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1143 du 6 octobre 2009 approuvant la convention constitutive du groupement de Coopération médico-sociale « Notre Vie »	1044
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE	1045
Arrêté n° 2009/DDEA/SIMS/007 du 29 septembre 2009 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics	1045
Service agriculture, forêt, chasse	1046
Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/AFC/498 du 13 octobre 2009 fixant le stabilisateur départemental des indemnités compensatoires de handicaps naturels au titre de la campagne 2009.....	1046
Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/AFC/504 (n° 2) du 8 octobre 2009 constatant l'indice des fermages et sa variation pour l'année 2009	1046
Extrait de l'arrêté n° 510/2009 du 9 octobre 2009 relatif à la distraction et à l'application du régime forestier (commune de Méreville).....	1047

Service aménagement durable, urbanisme, risques	1048
Communes de Chaligny et de Neuves-Maisons - Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/ADUR/034 du 6 octobre 2009 - Aménagement de la ZAC Filinov à vocation d'activités économiques et culturelles - Déclaration d'utilité publique	1048
Service environnement eau biodiversité.....	1048
Extrait de l'arrêté n° 2009/1 du 8 octobre 2009 autorisant le tir du Grand cormoran (Phalacrocorax carbo sinensis) et définissant les modalités de régulation pour la campagne 2009/2010	1048
Extrait de l'arrêté DDEA-PECHE 2009/037 du 13 octobre 2009 instituant des réserves de pêche en 2010 sur la Meurthe et la Vezouze	1049
SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	1050
Arrêté du 9 octobre 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Alexander ENTZER, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle.....	1050
Arrêté du 9 octobre 2009 portant subdélégation de signature de M. Alexander ENTZER, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle, à Mlle Céline LESCURE, secrétaire administrative	1050
TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1051
Trésorerie de Toul – En date du 3 août 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Laurence GHERAERT, Contrôleur Principal du Trésor Public	1051
Trésorerie de Toul – En date du 3 août 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Colette AMBERT, Contrôleur Principal du Trésor Public.....	1051
Trésorerie de Lunéville (054-038) – En date du 10 août 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Monsieur Pascal ADELE, Contrôleur Principal du Trésor Public	1051
Trésorerie de Lunéville (054-038) – En date du 10 août 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Christelle BLAISE, Inspecteur du Trésor	1052
Trésorerie de Lunéville (054-038) – En date du 10 août 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Laurence GEORGE, Contrôleur du Trésor	1052
Trésorerie de Lunéville (054-038) – En date du 10 août 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Anne-Marie GUIHO, Inspecteur du Trésor.....	1052
Trésorerie de Lunéville (054-038) – En date du 10 août 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Monsieur Dominique STAUFFER, Contrôleur du Trésor	1053
Arrêté du 1 ^{er} octobre 2009 portant délégation de signature à Mme Monique PLASSAT, inspecteur départemental des impôts.....	1053
Arrêté du 1 ^{er} octobre 2009 portant délégation de signature à MM. Eric PIQUE, Cyril COCHARD et Julien REMY, inspecteurs principaux auditeurs	1053
SIV – Agrément des professionnels du commerce de l'automobile – Arrêté du 5 octobre 2009 de délégation de signature du trésorier payeur général ...	1054
AVIS ET COMMUNICATIONS	1054
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	1054
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE	1054
Service aménagement durable, urbanisme, risques	1054
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 20713 du 12 octobre 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Moutrot.....	1054
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 24225 du 12 octobre 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Barisey-la-Côte.....	1054
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 25941 du 12 octobre 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Saint-Remimont.....	1054
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 30786 du 12 octobre 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'Onville	1054

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****CABINET DU PREFET***Service interministériel de défense et de protection civile*

Extrait de l'arrêté n° 63/2009/SIDPC du 7 octobre 2009 portant fermeture d'une classe au collège Julien Franck de Champigneulle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant le signalement par l'inspecteur d'académie, le lundi 05 octobre 2009, de 6 élèves de 3^{ème} C présentant les symptômes de la grippe AH1N1 au collège Julien Franck de CHAMPIGNEULLES ;

Considérant que les résultats de 2 prélèvements effectués au sein de ce groupe d'élèves confirment la présence du virus A/H1N1 dans cette classe de 3^{ème} C ;

Considérant que dans le cadre de la survenue de cas groupés probables ou avérés, la fermeture totale ou partielle de l'établissement scolaire peut être envisagée ;

Considérant la nécessité de rompre sans délais la chaîne de transmission virale au sein de cet établissement scolaire,

Sur proposition du directeur de cabinet, après concertation avec les autorités académiques, les autorités sanitaires, le Conseil Général et la ville de Champigneulle ;

ARRETE

Article 1^{er} : La classe de 3^{ème} C du collège Julien Franck de CHAMPIGNEULLES est fermée à toute activité à compter du 08 octobre 2009 jusqu'au mardi 13 octobre 2009 inclus.

Article 2 : La fermeture de la classe précitée dans l'article 1^{er} pourra être prolongée si la situation sanitaire locale l'exige.

Article 3 : Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public, notamment par un affichage visible à l'entrée de l'établissement scolaire cité dans l'article 1^{er} ainsi qu'en mairie de CHAMPIGNEULLES.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5 : le directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle, le recteur de l'académie de Nancy-Metz, l'inspecteur d'académie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le maire de CHAMPIGNEULLES, le président du conseil général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui leur sera notifié et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 octobre 2009

Le préfet,
Dominique BELLION

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES*Bureau des réglementations*

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2009 portant réglementation des débits de boissons dans le département de la Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : La réglementation applicable aux débits de boissons dans le département de Meurthe-et-Moselle est fixée par les dispositions ci-après :

TITRE I : RESTAURANTS, CAFES, BARS ET BRASSERIES

Article 2 : Les restaurants, cafés, bars et brasseries ne pourront être ouverts avant cinq heures du matin et devront être fermés au plus tard à deux heures du matin.

Ces établissements pourront rester ouverts jusqu'à cinq heures du matin les nuits suivantes :

- nuit du 13 au 14 juillet ;
- nuit du 24 au 25 décembre ;
- nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier ;
- nuit de la fête de la musique ;

Article 3 : Pour des motifs liés à la nécessité de sauvegarder l'ordre et la tranquillité publics, les maires disposeront de la possibilité, par arrêté, de restreindre l'amplitude des horaires d'ouverture au public des débits de boissons situés sur le territoire de leur commune en retardant les heures d'ouverture ou en avançant les heures de fermeture de ces établissements par rapport aux horaires définis par l'article 2 du présent arrêté.

Article 4 : Par dérogation aux dispositions fixées à l'article 3 du présent arrêté, les maires pourront accorder à titre exceptionnel, à l'ensemble des établissements visés à l'article 2 implantés sur le territoire de leur commune, et sur avis des services de police ou de gendarmerie territorialement compétents, une autorisation de fermeture tardive à l'occasion des fêtes, foires et célébrations locales.

Les autorisations accordées ne pourront en aucun cas fixer un horaire dépassant quatre heures du matin les jours de semaine et cinq heures du matin les nuits du vendredi au samedi et du samedi au dimanche.

Article 5 : A titre exceptionnel, les maires pourront autoriser la fermeture tardive d'un établissement particulier visé à l'article 2 implanté sur le territoire de leur commune, à l'occasion de manifestations collectives (assemblées générales d'associations), de réunions à caractère privé (noces, autres événements familiaux, banquets) ou de spectacles limités à une seule soirée.

Les autorisations accordées ne pourront en aucun cas fixer un horaire dépassant quatre heures du matin les jours de semaine et cinq heures du matin les nuits du vendredi au samedi et du samedi au dimanche.

Article 6 : Toute demande de dérogation, qu'elle relève du maire ou du préfet doit être soumise à l'autorité chargée de statuer au moins un mois avant la date prévue.

Les autorisations municipales seront transmises au Préfet et aux services de police ou de gendarmerie territorialement compétents.

TITRE II : DISCOTHEQUES, CABARETS, DANCINGS, CAFES THEATRES, PIANOS-BARS

Article 7 : Les discothèques, dancings, cabarets, cafés-théâtres et pianos-bars dotés d'une licence de débits de boissons à consommer sur place, quelle que soit la catégorie de cette licence, sont soumis au régime horaire fixé par l'article 2 du présent arrêté.

Article 8 : Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 7, les discothèques, cabarets, dancings, cafés-théâtres, pianos-bars et bowlings pourront être autorisés à ouvrir :

- jusqu'à cinq heures du matin les samedis et dimanches et les veilles de jours fériés ;
- jusqu'à quatre heures du matin les autres jours de la semaine.

sous réserve d'avoir signé la charte professionnelle départementale de bonne conduite des établissements possédant une licence.

Ces dérogations individuelles de fermeture tardive soumises à avis du maire et des services de police ou de gendarmerie territorialement compétents, seront accordées par le Préfet ou le Sous-Préfet d'arrondissement pour une durée de six mois à un an, renouvelables.

Article 9 : Les autorisations sont délivrées à titre précaire et pourront être révoquées en cas d'infraction aux lois et règlements relatifs à ces établissements, ou en vue de préserver l'ordre, la tranquillité ou la santé publics.

TITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 10 : La réouverture des établissements ne peut intervenir moins de trois heures après leur fermeture.

Article 11 : Les établissements visés par le présent arrêté devront prendre toutes les dispositions nécessaires afin de ne pas porter atteinte à la tranquillité ou à la santé publiques par les bruits générés du fait de leur activité.

Les exploitants des établissements diffusant de la musique amplifiée tiendront à la disposition du préfet l'étude d'impact des nuisances sonores prévue à l'art R.571-29 du code de l'environnement.

Article 12 : Les établissements devront avertir immédiatement les services de la Police Nationale ou de la gendarmerie de tout événement portant atteinte à l'ordre ou à la sécurité publique qui se produiraient ainsi que du refus opposé par des consommateurs, à leur demande de quitter l'établissement à l'heure réglementaire de sa fermeture.

Article 13 : Un exemplaire du présent arrêté devra obligatoirement être affiché à la vue du public à l'intérieur de chacun des établissements auxquels il s'applique.

Article 14 : L'arrêté du 27 novembre 1996 modifié portant réglementation des débits de boissons est abrogé.

Article 15 : Le présent arrêté entre en vigueur à la date de publication au recueil des actes administratifs. Les dérogations délivrées dans le cadre de l'ancienne réglementation deviennent caduques à cette date.

Article 16 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, MM. les sous-préfets de Toul, Briey et Lunéville, les maires des communes du département, le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de la sécurité publique et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans toutes les communes du département et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et qui sera adressé à M. le président de la fédération de l'industrie hôtelière de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 12 octobre 2009

Le préfet,
Dominique BELLION

Délais et voies de recours : Dans les deux mois à compter de sa publication, le présent arrêté, peut faire l'objet d'un des recours suivants :

- gracieux adressé au préfet de Meurthe-et-Moselle ; - hiérarchique adressé à M. le ministre d'Etat, de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ; - contentieux adressé au tribunal administratif de Nancy.

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Avis de demande de constitution d'un groupe de travail appelé à élaborer un règlement de publicité à Toul

Par délibération du 23 septembre 2009, le conseil municipal de la ville de TOUL a demandé la constitution d'un groupe de travail relatif à l'élaboration d'un règlement local de publicité.

Conformément aux dispositions du code de l'environnement en particulier aux articles R.581-36 à R.581-41, pourront être associées à ce groupe de travail, avec voix consultative, et sur leur demande :

- Les chambres de commerce et d'industrie, de métiers, d'agriculture
- Les associations locales d'usagers agréées
- Les professions intéressées
(cinq représentants au total).

Les demandes de participation avec voix consultative devront être adressées par pli recommandé avec avis de réception postale, ou déposées contre décharge, à la préfecture de Meurthe-et-Moselle – direction du développement durable et des politiques interministérielles – bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement, 1 rue Préfet Erignac - 54038 NANCY Cedex, dans un délai de 15 jours à compter de la publication de la présente annonce.

Tous les renseignements complémentaires pourront être obtenus à la mairie de TOUL.

Extrait de l'arrêté modificatif du 12 octobre 2009 prescrivant des mesures de police des mines pour l'exploitation sans autorisation préfectorale d'un gîte géothermique à basse température sur la commune d'Essey-lès-Nancy, caserne Kléber

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que la nappe des Grès du Trias inférieur est exploitée comme gîte géothermique à partir d'un forage de 680 mètres de profondeur sans avoir fait l'objet d'une demande d'autorisation de permis d'exploitation, conformément aux dispositions du décret n°78-498 modifié du 28 mars 1978 susvisé ;

Considérant le constat effectué le 30 juin 2009 par les services de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;

Considérant que le gîte géothermique est exploité sans avoir fait l'objet de la délivrance d'un permis d'exploitation de gîte géothermique à basse température ;

Considérant les engagements pris par le directeur de l'établissement du génie de Nancy, dans son courrier du 24 août 2009, de mettre à profit le délai supplémentaire qui lui serait accordé pour avoir une meilleure connaissance du projet des repreneurs potentiels du site, notamment vis-à-vis de la réutilisation dudit forage ;

ARRETE

Article 1^{er} : Dans l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 3 août 2009 prescrivant des mesures de police des mines pour l'exploitation sans autorisation préfectorale d'un gîte géothermique à basse température sur la commune d'Essey-lès-Nancy, les mots « dans un délai de six (6) mois, compté à partir de la notification du présent arrêté » sont remplacés par « avant le 31 décembre 2010 ».

Article 2 : Le présent arrêté, dans le délai de deux (2) mois, compté à partir de la date de sa notification, pourra faire l'objet d'un recours :

- hiérarchique devant le ministre chargé des mines ;
- contentieux devant le tribunal administratif de Nancy.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au lieutenant colonel, directeur de l'établissement d'infrastructure de la défense de Nancy, bureau conduite des réalisations, section prestations intellectuelles, 80, rue du sergent Blandan, BP 50226 - 54004 Nancy cedex et transmis à titre d'information à :

- Monsieur le maire de la commune d'Essey-lès-Nancy ;
- Monsieur le directeur régional de l'environnement ;
- Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture ;
- Monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;
- Monsieur le directeur régional des affaires culturelles ;
- Monsieur le général, commandant la région militaire de défense nord-est.

Nancy, le 12 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 7 octobre 2009 (Meurthe-et-Moselle/Vosges), modifiant l'arrêté interpréfectoral du 27 juillet 2009, maintenant à 63 délégués la représentation de la communauté urbaine du Grand Nancy au sein du comité syndical du syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le préfet des Vosges,

Considérant que le nombre de sièges représentant la communauté urbaine du Grand NANCY mentionné dans le tableau annexé à l'arrêté préfectoral précité doit être modifié suite à une erreur matérielle ;

AR R E T E N T

Article 1^{er} : La communauté urbaine du grand NANCY est représentée par 63 délégués au sein du comité syndical du syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle.

Le tableau annexé à l'arrêté interpréfectoral du 27 juillet 2009 est modifié en conséquence.

Article 2 : Le tableau modifié est annexé au présent arrêté.

Article 3 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, les sous-préfets de Lunéville et de Toul, le sous-préfet de Neufchâteau et le président du syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale et aux maires des communes concernés, aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et des Vosges et qui fera l'objet d'une publication aux recueils administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

NANCY le 7 octobre 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

François MALHANCHE

Le préfet des Vosges,

Pour le préfet et par délégation,

La secrétaire générale,

Dominique CONCA

Le tableau annexé est consultable en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.

Extrait de l'arrêté du 8 octobre 2009 autorisant la création du syndicat intercommunal à vocation unique du Trey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Est autorisée entre les communes de Vandières, Vilcey-sur-Trey et Villers-sous-Prény la création d'un syndicat intercommunal à vocation unique appelé « Syndicat intercommunal à vocation unique du Trey »

Article 2 : Le syndicat a pour objet :

- De mener à bien les travaux de renaturation du Trey et de ses affluents visant à atteindre le bon fonctionnement du cours d'eau (qualité de l'eau, hydraulique, biologique, paysagère...)

- Après réalisation de ces travaux, d'entretenir le cours du Trey et de ses affluents, selon les principes retenus pour les travaux d'origine (continuité biologique, gestion des berges, suppression des espèces invasives etc...)

Article 3 : Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

Article 4 : Le siège du syndicat est situé à la mairie de Villers-sous-Prény (54700).

Article 5 : Chaque commune est représentée au sein du comité syndical par 2 délégués titulaires.

Article 6 : Les fonctions de receveur du syndicat sont assurées par le trésorier de Pont-à-Mousson.

Article 7 : Les statuts resteront annexés au présent arrêté.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de Toul sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 8 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

François MALHANCHE

Les statuts annexes sont consultables en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.

Extrait de l'arrêté du 14 octobre 2009 autorisant la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch à exercer la compétence « petite enfance »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-17 et L5211- 5 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

AR R E T E

Article 1^{er} : L'article 2 des statuts de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch est complété comme suit :

« 2-7 : Petite enfance :

- création, gestion, fonctionnement et extension de structure « multi accueil »,
- création, gestion et fonctionnement d'un relais d'assistantes maternelles,
- création, gestion, fonctionnement et extension d'une crèche collective ou « accueil collectif régulier »,
- création, gestion, fonctionnement et extension d'une halte garderie ou « accueil occasionnel ou ponctuel »,
- création, gestion, fonctionnement et extension d'une crèche familiale ou « service d'accueil familial ».

Le reste sans changement.

Article 2 : Les statuts de la communauté de communes sont modifiés en conséquence.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de TOUL et le président de la communauté de communes de Vals de Moselle et de l'Esch sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et au trésorier-payeur de Meurthe-et-Moselle, et qui sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 14 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

François MALHANCHE

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

Extrait de l'arrêté du 8 octobre 2009 constatant la dissolution du syndicat intercommunal de transports scolaires et voyageurs du Pays de Briey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que le conseil général de Meurthe-et-Moselle a décidé, dans l'objectif de la territorialisation de l'ensemble des services départementaux, la reprise en direct de la compétence « transport » assurée par le syndicat, à compter de la rentrée scolaire 2009-2010 ;

AR R E T E

Article 1^{er} : La dissolution du syndicat intercommunal des transports scolaires et voyageurs du Pays de Briey est constatée.

Article 2 : Le comité du syndicat intercommunal des transports scolaires et voyageurs du Pays de Briey se réunira pour voter son compte administratif 2009 et définir les conditions de répartition des résultats et de transfert de l'actif et du passif entre les collectivités membres. A défaut, un liquidateur sera nommé.

Les collectivités membres corrigeront alors leurs résultats de la reprise des résultats de l'établissement dissous, par délibération budgétaire, dans les conditions définies par la répartition consécutive au vote du compte administratif du syndicat.

Le détail des opérations non budgétaires justifiant cette reprise sera joint en annexe des budgets communaux de reprise des résultats.

Les collectivités disposeront alors de 2 mois à compter de l'adoption du compte administratif et de la détermination de la répartition du résultat ainsi que de l'actif et du passif pour présenter un recours en annulation de ces documents devant le tribunal administratif de Nancy.

Article 3 : En application de l'article L 5211-25-1 du CGCT, les communes membres concernées se substituent à l'EPCI pour les contrats conclus par ce dernier et relatifs aux lignes de transport de moins de 3 kms.

Article 4 : L'adjoint administratif titulaire du syndicat, occupant le seul emploi permanent créé au sein de cet établissement, est mis en disponibilité sur sa demande à compter du 1^{er} septembre 2009.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat intercommunal des transports scolaires et voyageurs du Pays de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Briey, le 8 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Jacky HAUTIER

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.

SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE

Extrait de l'arrêté du 9 octobre 2009 autorisant l'extension des compétences du syndicat intercommunal du collège d'Einvillle au Jard

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Constatant que les conditions requises sont remplies ;

AR R E T E

Article 1^{er} - Les nouveaux statuts du syndicat intercommunal du collège d'Einvillle au Jard, annexés au présent arrêté, sont approuvés.

Article 2 - Le sous-préfet de Lunéville, le président du syndicat intercommunal du collège d'Einvillle au Jard sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 9 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Philippe SAFFREY

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2009 autorisant l'adhésion de Montigny au syndicat intercommunal à vocation unique de distribution électrique du Badonvillois

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Constatant que les conditions requises sont remplies ;

AR R E T E

Article 1^{er} - L'adhésion de Montigny au syndicat intercommunal à vocation unique de distribution électrique du Badonvillois est autorisée.

Article 2 - Le sous-préfet de Lunéville, le président du syndicat intercommunal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 12 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Philippe SAFFREY

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2009 portant dissolution du syndicat intercommunal du grand Rozot

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Constatant que les conditions de majorité sont remplies ;

AR R E T E

Article 1^{er} - Le Syndicat Intercommunal du grand Rozot est dissous.

Article 2 - L'excédent est réparti en parts égales entre les communes de Crevéchamps, Saint Mard et Saint Remimont.

Les terrains et travaux présents à l'inventaire sont réintégrés, selon le territoire communal de chacun des 3 villages à savoir :

- Chemin d'accès étang, n° inventaire 1998/TRAV/2315/001 à la commune de Crevéchamps
- Panneaux de signalisation, n° inventaire 2006/2315/SIGNAL à la commune de Crevéchamps.

Article 3 - Le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 12 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Philippe SAFFREY

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

SOUS-PREFECTURE DE TOUL

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2009 relatif à la modification des statuts du S.I.S. Maron/Sexey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, en application des articles L 5211-17 et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par ces articles est atteinte ;

ARRETE

Article 1^{er} : Les compétences du syndicat intercommunal scolaire de Maron-Sexey sont étendues à la gestion de l'accueil des enfants en cas de grève (SMA).

Article 2 : Le sous-préfet de Toul, le président du syndicat intercommunal scolaire de Maron-Sexey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 7 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Bernard BREYTON

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Extrait de la décision du directeur de l'A.R.H. de Lorraine du 15 septembre 2009 portant approbation du programme d'investissement pour le nouveau bâtiment hospitalier du Centre psychothérapique de Nancy

Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,

Considérant l'avis émis par la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 15 septembre 2009

Considérant l'intégration financière du programme d'investissement du nouveau bâtiment hospitalier au sein du plan pluriannuel d'investissement et du plan global de financement pluriannuel du Centre psychothérapique de Nancy.

Considérant le dossier de demande d'autorisation d'investissement pour la construction d'un nouveau bâtiment hospitalier sur le site de Laxou.

DECIDE

L'investissement relatif à la construction d'un nouveau bâtiment hospitalier sur le site de Laxou est approuvé.

Nancy, le 15 septembre 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 88/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 septembre 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L.6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n° 19 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens, conclu avec le centre hospitalier universitaire de NANCY, relatif à la reconnaissance d'une unité de surveillance continue de 10 lits au sein de l'Hôpital Central (CHU de NANCY).

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant n° 19

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 septembre 2009

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 89/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 septembre 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine,

Considérant le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signés entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et le centre hospitalier Ravenel,

Considérant le dossier présenté en COMEX,

Considérant l'avis favorable de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 15 septembre 2009,

DECIDE

D'autoriser le directeur de l'A.R.H. de Lorraine à signer l'avenant n° 5 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens, concernant :

L'extension de l'activité d'alternative à l'hospitalisation de nuit adulte et sa relocalisation au 6 quai des Bons Enfants à Epinal (site des appartements thérapeutiques – N° finess géographique 88 000 6374)

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Nancy, le 15 septembre 2009

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 90/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 septembre 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Considérant le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signés entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et le centre hospitalier de Ravenel,

Considérant le dossier présenté en Comex,

Considérant l'avis favorable de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 15 septembre 2009

D E C I D E

D'autoriser le directeur de l'A.R.H. de Lorraine à signer l'avenant n° 6 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens, concernant :

L'extension de l'activité d'alternative à l'hospitalisation de jour pour enfants et sa relocalisation au 7 rue Capitaine FLAYELLE à REMIREMONT (de 7 à 9 places).

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Nancy, le 15 septembre 2009

Le président de la commission exécutive,

Jean-Yves GRALL

Arrêté n° 105/09 du 2 octobre 2009 portant délégation de signature à Monsieur Serge MORAIS, chargé de mission

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L.6115-3 et R. 6115-2,

Vu le décret n° 96-1039 du 29 novembre 1996 relatif aux agences régionales de l'hospitalisation, fixant la convention constitutive type des ces agences, Vu la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel de la république française du 10 janvier 1997,

Vu le contrat d'engagement signé entre l'A.R.H. de Lorraine et monsieur Serge MORAIS en date du 8 avril 2009,

Vu la décision du conseil des ministres du 30 septembre 2009 nommant le docteur Jean-Yves GRALL responsable préfigurateur de l'agence régionale de santé de Lorraine,

Vu le décret du 1^{er} octobre 2009 portant nomination du docteur Jean-Yves GRALL en qualité de responsable préfigurateur de l'agence régionale de santé de Lorraine,

Vu l'arrêté n° 136/07 du 1^{er} décembre 2007 portant nomination de monsieur Marcel DOSSMANN en qualité de directeur adjoint de l'A.R.H. de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} : Délégation générale est donnée à Serge MORAIS, chargé de mission, pour signer :

- Tous actes, arrêtés, décisions, notifications ou conventions, ainsi que les décisions à caractère individuel, les délibérations de la commission exécutive, les autorisations données au titre du code de la santé publique, les projets d'établissement et les contrats d'objectifs et de moyens signés avec les établissements de santé.

- Toutes propositions d'engagement et de mandatement des dépenses, de décisions de virement de crédits à l'initiative de l'ordonnateur toutes pièces justificatives de dépenses, tous ordres de reversement et toutes demandes d'émission de titres de perception, à l'exception des décisions de réquisition de l'Agent comptable.

Article 2 : En cas d'absence du directeur suppléant, la suppléance est assurée par Serge MORAIS, Chargé de mission.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Lorraine et des départements de la Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Nancy, le 2 octobre 2009

Le directeur adjoint,
Marcel DOSSMANN

Arrêté n° 106/09 du 2 octobre 2009 portant délégation de signature à Monsieur Daniel BOUFFIER directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L. 6115-1, L. 6115-3, L.6115-8 et l'article R. 6115-2,

Vu la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé et notamment son article 36,

Vu l'ordonnance N° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée,

Vu l'ordonnance N°2003-850 du 4 septembre 2003 portant simplification de l'organisation et du fonctionnement du système de santé ainsi que des procédures de création d'établissements ou de services sociaux ou médico-sociaux soumis à autorisation,

Vu l'ordonnance N°2005-406 du 2 mai 2005 portant simplification du régime juridique des établissements de santé,

Vu le décret N° 96-1039 du 29 novembre 1996 relatif aux Agences Régionales de l'Hospitalisation,

Vu le décret N° 2005-434 du 6 mai 2005 relatif à l'organisation et à l'équipement sanitaires,

Vu la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

Vu le décret ministériel du 2 août 2007 portant nomination de Monsieur le Docteur Jean-Yves GRALL, en qualité de Directeur, de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

Vu la décision du conseil des ministres du 30 septembre 2009 nommant Monsieur le Docteur Jean-Yves GRALL responsable préfigurateur de l'agence régionale de santé de Lorraine,

Vu le décret du 1^{er} octobre 2009 portant nomination de Monsieur le Docteur Jean-Yves GRALL en qualité de responsable préfigurateur de l'agence régionale de santé de Lorraine,

Vu l'arrêté n° 136/07 du 1^{er} décembre 2007 portant nomination de Monsieur Marcel DOSSMANN en qualité de directeur adjoint de l'A.R.H. de Lorraine

Vu l'arrêté ministériel n°1830 du 14 août 2008 portant nomination de Daniel BOUFFIER dans les fonctions de Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle,

Vu l'arrêté ministériel n° 2438 du 30 octobre 2008 portant nomination de Madame Marie-Hélène MAITRE dans les fonctions de Directrice-adjointe de l'action sanitaire et sociale à la D.D.A.S.S de Meurthe et Moselle,

Vu l'arrêté ministériel n°1585 du 16 juillet 2007 portant nomination de Madame Claudine BARBASTE dans les fonctions de Directrice-adjointe de l'action sanitaire et sociale à la D.D.A.S.S de Meurthe et Moselle,

A R R E T E

Article 1^{er} - Délégation de signature est donnée à monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences du Directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine, les décisions, correspondances et documents, à l'exception de ceux relevant des matières visées dans l'article 2 du présent arrêté :

Concernant les établissements de santé situés dans le département de la Meurthe et Moselle, notamment :

- Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité prévues par l'article L.6143-4 du code de la santé publique

- La composition et désignation des membres :

* des conseils d'administration des établissements publics de santé, R 6143-14 du code de la santé publique

* des conseils d'administration des syndicats interhospitaliers prévue à l'article R.6132-8 du code de la santé publique

* du conseil d'administration du centre de lutte contre le cancer prévue à l'article D 6162-2 du code de la santé publique

- La désignation des deux représentants des usagers et leurs suppléants au sein des commissions des relations avec les usagers et de la qualité de la prise en charge prévue à l'article R.1112-83 CSP
- La composition de la commission d'activité libérale prévue à l'article R.6154-12 code de la santé publique
- Les contrats d'activité libérale
- La nomination des médecins libéraux exerçant au sein des hôpitaux locaux des soins de médecine, soins de suite et de réadaptation au titre de l'article R.6141-25
- La nomination des médecins libéraux coordonnateurs en hôpital local au titre de l'article R.6141-33

Ainsi que ceux concernant :

- Dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations, la notification faite au promoteur qui reconnaît complets ou non les dossiers déposés, conformément à l'article R.6122-32 al.2 du CSP

Article 2 - Demeurent hors du champ de délégation de signature prévue à l'article 1 les matières suivantes :

- les délibérations prises par la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en application de l'article L. 6115-4 du code de la santé publique,
- les contrats d'objectifs et de moyens prévus aux articles L. 6114-1 à 5 du code de la santé publique,
- l'arrêté portant schéma régional d'organisation sanitaire prévu à l'article L. 6121-8 du code de la santé publique,
- l'arrêté portant les limites des territoires de santé prévu à l'article R.6131-1 du code de la santé publique,
- la révision de l'autorisation lorsque le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine constate que les objectifs quantifiés fixés par le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens mentionné à l'article L. 6114-2 du code de la santé publique sont insuffisamment atteints (L. 6122-12 du code de la santé publique),
- les arrêtés concernant les actions de complémentarité prévues aux articles L. 6132-2 à 6, L. 6133-2, L. 6121-1 à 3 du code de la santé publique,
- la demande à deux ou plusieurs établissements de conclure une convention de coopération, de créer un Groupement Sanitaire de Coopération, un syndicat interhospitalier ou un Groupement d'Intérêt Public, de prendre une délibération tendant à la création d'un nouvel établissement public de santé par fusion des établissements concernés et, le cas échéant, la décision d'imposer une de ces modalités, dans les conditions prévues à l'article L. 6122-15 du code de la santé publique,
- l'arrêté portant approbation de la convention constitutive d'un Groupement de Coopération Sanitaire prévu aux articles L. 6133-1 et suivants,
- l'initiative du contrôle à l'intérieur des établissements de santé des organismes exerçant les missions d'établissement de santé prévu à l'article L. 6116-2 du code de la santé publique,
- Toutes les décisions prises dans le cadre de l'article L.6122-13 du code de la santé publique
- la suspension ou le retrait de l'autorisation de l'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein (article L. 6154-6 du Code de la Santé Publique)
- Toutes les décisions prises dans le cadre de l'article L.4113-14 et L.4221-18 du code de la santé publique
- Toutes les décisions prises dans le cadre des articles L.6143-3 et -3-1 et L.6161-3-1 du code de la santé publique.
- le déferé au Tribunal Administratif application de l'article L. 6143-4 du code de la santé publique,
- la création d'un établissement public de santé dans les conditions prévues à l'article L. 6141-1 du code de la santé publique,
- l'approbation des projets d'établissement des établissements publics de santé (articles L. 6143-2 et L. 6114-1 du code de la santé publique)
- la conclusion de contrats de concession pour l'exécution du service hospitalier prévue à l'article L. 6161-9 du code de la santé publique,
- la décision de classement en hôpital local tel que défini à l'article L. 6141-2 du code de la santé publique
- le renouvellement et la nomination à titre provisoire des chefs de service de psychiatrie (article L.6146-4 du Code de la Santé Publique)

Article 3 - En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Daniel BOUFFIER, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par madame Marie-Hélène MAITRE, directrice-adjointe, et par madame Claudine BARBASTE, directrice adjointe.

Article 4 - Cette délégation de signature s'éteint dès que les personnes intéressées cessent d'exercer les fonctions au titre desquelles elles ont été nommées.

Article 5 - Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 269/08 du 8 décembre 2008.

Article 6 - Cet arrêté de délégation de signature sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de région Lorraine et de la préfecture du département de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 2 octobre 2009

Le directeur adjoint,
Marcel DOSSMANN

Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté n° 15 du 7 octobre 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey/Lay-Saint-Christophe

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE est fixée comme suit :

- 1) Collège des représentants des collectivités territoriales comportant six membres :
 - a) Cinq représentants des Communes de rattachement dont un représentant au moins de la Commune siège :
 - Monsieur Laurent TROGRIC, Maire de la ville de POMPEY (fin du mandat en mars 2014).
 - Madame Régine GRANDURY, Adjointe au Maire de la ville de POMPEY (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Claude ROMBACH, Conseiller Municipal de la ville de POMPEY (fin du mandat en mars 2014),
 - Madame Michèle BARTHELEMY, Maire de la ville de LAY SAINT CHRISTOPHE (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur le Docteur Renaud GERARDIN, Conseiller Municipal de la ville de LAY SAINT CHRISTOPHE (fin du mandat en mars 2014).
 - b) Un représentant du Département dans lequel est située la commune :
 - Monsieur Jean-Marie UHLRICH, Vice-Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
- 2) Collège des personnels comportant six membres :
 - a) Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement :
 - Madame le Docteur Fabienne DURANTAY, Médecin (fin du mandat en janvier 2012).
 - b) Deux autres membres de la Commission Médicale d'Etablissement :
 - Monsieur le Docteur Marc BERR, Vice-Président de la CME (fin du mandat en janvier 2012),
 - Madame Florence GLATH, Pharmacienne (fin du mandat en janvier 2012).
 - c) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :
 - Madame Sylvie COUILLARD, Cadre de Santé (fin du mandat en février 2012).
 - d) Deux représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :
 - Madame Nadine DAUMAS, Administrateur, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Madame Catherine SAINT-MARD, Infirmière, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).

- 3) Collège des personnalités qualifiées et des représentants des usagers comportant six membres :
- a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :
 - Monsieur le Docteur Denis CRAUS, Médecin non hospitalier, représentant le Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins (fin du mandat en septembre 2012),
 - Madame Marie-José DUPUY, Retraitée de l'enseignement (fin du mandat en décembre 2011),
 - Monsieur Laurent THIRIOT, représentant l'Association Convergence Infirmière (fin du mandat en mars 2012).
 - b) Trois représentants des usagers :
 - Madame Josette BURY, Présidente de l'Association des Familles de Traumatisés Crâniens en Lorraine (AFTC), représentant l'AFTC en Lorraine (fin du mandat en décembre 2010),
 - Monsieur Michel SALMON, représentant l'Association pour le Droit de Mourir dans la dignité (ADMD) (fin du mandat en décembre 2010),
 - Monsieur Benoit GILET, Président de l'AIR 54 et Président Adjoint de la FNAIR Lorraine, représentant l'Association Lorraine d'Aide aux Insuffisants Rénaux, Dialysés et Transplantés (AIR 54) (fin du mandat en décembre 2010).
- 4) Un représentant des familles de personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée (USLD) ou un représentant des familles de personnes accueillies en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) :
 - Madame Arlette MARIE (fin du mandat en novembre 2011).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 14 du 16 Mars 2009.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 octobre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle,
Daniel BOUFFIER

Extrait de l'arrêté n° 18 du 7 octobre 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H Santé

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE est fixée comme suit :

- 1) Collège des représentants des collectivités territoriales comportant six membres :
- a) Cinq représentants des Communes de rattachement dont un représentant au moins de la Commune siège :
 - Monsieur René ACREMENT, Conseiller Municipal de la Ville de Cirey-sur-Vezouze (fin du mandat en mars 2014).
 - Monsieur Jean-Pierre LATZER, Conseiller Municipal de la Ville de Cirey-sur-Vezouze (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Jean-Marc VILLA, Adjoint au Maire de la Ville de Blâmont (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Michel LAURENT, Conseiller Municipal de la Ville de Badonviller (fin du mandat en mars 2014),
 - Représentant de Commune de Blâmont en attente de désignation.
 - b) Un représentant du Département dans lequel est située la commune :
 - Madame Josiane TALLOTTE, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
- 2) Collège des personnels comportant six membres :
- a) Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement :
 - Monsieur le Docteur Jean-Michel MATHIAS, Médecin (fin du mandat en décembre 2011).
 - b) Deux autres membres de la Commission Médicale d'Etablissement :
 - Monsieur Jean-Sébastien TRESCHER, Vice-Président de la CME, Pharmacien (fin du mandat en décembre 2011),
 - Monsieur le Docteur Yves KENNEL, Médecin (fin du mandat en décembre 2011).
 - c) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :
 - Madame Martine KLEIN, Infirmière Diplômée d'Etat (fin du mandat en mai 2012).
 - d) Deux représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :
 - Madame Angélique KAUTZ, Aide-Soignante, représentant le syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Madame Muriel ADRIAN, Aide-Soignante, représentant le syndicat CGT (fin du mandat le 31 décembre 2011).
- 3) Collège des personnalités qualifiées et des représentants des usagers comportant six membres :
- a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :
 - Monsieur Bernard MULLER, Maire de la Ville de Badonviller (fin du mandat en mai 2011),
 - Madame Danièle TEPINIER, Infirmière Libérale (fin du mandat en mai 2011),
 - Monsieur le Docteur René THOMAS, Médecin non hospitalier en retraite (fin du mandat en mai 2011).
 - b) Trois représentants des usagers :
 - Madame Marie-Hélène CAMAILLE, représentant l'Association "Familles Rurales" (fin du mandat en janvier 2010),
 - Monsieur André CHATELAIN, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mai 2011),
 - Madame Patricia NOCELLA, représentant l'Association des Familles de Traumatisés Crâniens de Lorraine - AFTC (fin du mandat en janvier 2012).
- 4) Un représentant des familles de personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée (USLD) ou un représentant des familles de personnes accueillies en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) :
 - Madame Marie MILLOT (fin du mandat en juin 2011).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 17 du 16 Juin 2009.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 octobre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle,
Daniel BOUFFIER

Extrait de l'arrêté n° 28 du 7 octobre 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration de la Maternité Régionale de Nancy

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration de la Maternité Régionale de NANCY est fixée comme suit :

- 1) Collège des représentants des collectivités territoriales comportant huit membres :
 - a) Six représentants du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle :
 - Madame Michèle PILOT, Maire de FOUG, Vice-Présidente de Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),
 - Madame Nicole CREUSOT, Vice-Présidente du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
 - Monsieur Claude BLAQUE, Vice-Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),
 - Madame Evelynne DIDIER, Sénatrice de Meurthe-et-Moselle, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
 - Madame Dominique OLIVIER, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
 - Monsieur Jean-François HUSSON, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
 - b) Un représentant de la Commune siège de l'Etablissement :
 - Madame Elisabeth LAITHIER, Adjointe au Maire de la ville de Nancy (fin du mandat en mars 2014).
 - c) Un représentant de la Région dans laquelle l'Etablissement a son siège :
 - Madame Daouia BEZAZ, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).
- 2) Collège des personnels comportant huit membres :
 - a) Quatre membres de la Commission Médicale d'Etablissement, dont le Président :
 - Monsieur Jean-Michel HASCOET, Professeur de Pédiatrie, Chef de Service (fin du mandat en avril 2011),
 - Madame le Docteur Karine POLET, Chef de Service d'Imagerie de la Femme et Périnatale (fin du mandat en avril 2011),
 - Madame le Docteur Patricia FRANCK, Praticien Hospitalier (fin du mandat en avril 2011),
 - Monsieur le Docteur Thierry ROUTIOT, Praticien Hospitalier (fin du mandat en avril 2011).
 - b) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :
 - Madame Denise BOISSEAU, Cadre médico-technique (fin du mandat en mai 2011).
 - c) Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :
 - Monsieur Guy CORNU, Agent Hospitalier, représentant CGT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Madame Elisabeth DEVAUX, Sage-femme, représentante CGT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Madame Anne-Marie MAJETTI, Auxiliaire de Puériculture, représentant l'UNSA (fin du mandat le 31 décembre 2011).
- 3) Collège des personnalités qualifiées et des représentants des usagers comportant six membres :
 - a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :
 - Monsieur le Professeur Claude HURIET, Professeur émérite de la Faculté de Médecine de NANCY (fin du mandat en juin 2010),
 - Monsieur Michaël DURAND, Infirmier Libéral représentant non hospitalier des professions paramédicales (fin du mandat en juin 2012),
 - Monsieur le Docteur Denis CRAUS, Médecin non hospitalier, représentant le Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins (fin du mandat en septembre 2012).
 - b) Trois représentants des usagers :
 - Madame Josiane NAUMAN, Retraitée, représentant l'Association "SYMPHONIE" (fin du mandat en février 2011),
 - Madame Sandrine DELPON, représentant l'Association "Familles Rurales" (fin du mandat en juin 2012),
 - Représentant des usagers en attente de désignation.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 27 du 2 Juillet 2009.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de la Maternité Régionale de NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 octobre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle,
Daniel BOUFFIER

Extrait de l'arrêté n° 31 du 19 août 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT est fixée comme suit :

- 1) Collège des représentants des collectivités territoriales comportant huit membres :
 - a) Le Maire de la Commune, Président de droit :
 - Monsieur Luc BINSINGER, Maire de la Ville de Saint Nicolas de Port (fin du mandat en mars 2014).
 - b) Trois représentants de la Commune :
 - Madame Josette LECOMTE, Adjointe au Maire de la Ville de Saint Nicolas de Port (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Patrick LAUGEL, Conseiller Municipal de la Ville de Saint Nicolas de Port (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Marc VIEVILLE, Conseiller Municipal de la Ville de Saint Nicolas de Port (fin du mandat en mars 2014).
 - c) Deux représentants de deux autres Communes de la Région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée :
 - Monsieur Gérard SPEISSMANN, Conseiller Municipal de la Ville de Jarville la Malgrange (fin du mandat en mars 2014),
 - Madame Anne-Marie SPUCK, représentant la commune de Dombasle sur Meurthe (fin du mandat en mars 2014).
 - d) Un représentant du département dans lequel est située la commune :
 - Monsieur Jean-Claude PISENEM, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011).
 - e) Un représentant de la Région dans laquelle est située la commune :
 - Madame Solange DUCAMIN, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).
- 2) Collège des personnels comportant huit membres :
 - a) Quatre membres de la Commission Médicale d'Etablissement, dont le Président :
 - Monsieur le Docteur Pierre WOURMS, Pharmacien (fin du mandat en juin 2011),
 - Madame le Docteur Laurence COCHART, Praticien Hospitalier, Chef de Service (fin du mandat en juin 2011),
 - Madame le Docteur Béatrice DUGNY, Praticien Hospitalier (fin du mandat en juin 2011),
 - Madame le Docteur Odile STREIFF-GILLES, Praticien Hospitalier (fin du mandat en juin 2011).
 - b) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :
 - Monsieur René DENILLE, Cadre Supérieur de Santé (fin du mandat en décembre 2011).
 - c) Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :

- Madame Henriette SALTEL-ISELLA, Infirmière, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Madame Nadine BEYDON, adjoint administratif, représentant le syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Monsieur Didier LAVOT, Cadre de santé, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).
- 3) Collège des personnalités qualifiées et des représentants des usagers comportant six membres :
- a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :
 - Monsieur Jean DEMETTRE, personne qualifiée (fin du mandat en mars 2010),
 - Monsieur le Docteur Christophe LAINE, Médecin Généraliste (fin du mandat en septembre 2010),
 - Monsieur Paul LETE, Masseur-Kinésithérapeute, représentant non hospitalier des professions paramédicales (fin du mandat en mai 2011).
 - b) Trois représentants des usagers :
 - Madame Nicole DOLLER, représentant l'Association ESPOIR 54 (fin du mandat en janvier 2011),
 - Monsieur Rosario BUTTICE, représentant l'Union Nationale des Amis et Familles de Malades Psychiques de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en octobre 2011),
 - Monsieur Michel KLING, représentant de l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en juin 2011).
- 4) Un représentant des familles de personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée (USLD) ou un représentant des familles de personnes accueillies en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) :
- Monsieur Lionel DEBIEMME, Manipulateur en radiologie (fin du mandat en mai 2011).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 30 du 20 avril 2009.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 août 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle,
Daniel BOUFFIER

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

Division d'exploitation de Metz

Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-070 en date du 8 octobre 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'entretien de la RN 52, du PR 14+128 au PR 18+247

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 52	
POINTS REPERES (PR) ET SENS	PR 12+840 à 20+365 2 sens de circulation	
SENS	Metz => Belgique	
SECTION	Section courante	
NATURE DES TRAVAUX	Entretien courant de la section complète	
PERIODE GLOBALE	Du lundi 12 octobre au jeudi 15 octobre 2009	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Coupure d'une chaussée avec sortie obligatoire. Mise en place d'itinéraire de déviations.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Villers-la-Chèvre	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Villers-la-Chèvre

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du lundi 12/10 au jeudi 15/10 De 8h00 à 17h00	Du PR 12+840 Au PR 20+365 2 sens	Coupure de la chaussée avec sortie obligatoire aux échangeurs : - de Mexy pour le sens Metz => Belgique - du Pulventeux pour le sens Belgique => Metz. Mise en place de déviations	- Metz => Belgique Au droit de l'échangeur de "MEXY", la direction ARLON-LUXEMBOURG est déviée par la D520 (Avenue de Tassigny, Rue de la Faïencerie, Rue A. Labro, Rue de Metz, Avenue du Général de Gaulle, Avenue de l'Aviation en traverse de la commune de LONGWY) pour rejoindre la N52 au giratoire Est du "PULVENTEUX". - Belgique => Metz Au droit de l'échangeur du "PULVENTEUX", la direction METZ est déviée par la D18 puis la D520 (Avenue de l'Aviation; Avenue du Général de Gaulle, Rue de Metz, Rue A. Labro, Rue de la Faïencerie, Avenue de Tassigny en traverse de la commune de LONGWY) pour rejoindre la N52 à l'échangeur de "MEXY".

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3. Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Longwy ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle et Monsieur le commissaire de Longwy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Longwy.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 8 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est -M-54-071 en date du 8 octobre 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de remplacement des joints de chaussée sur A33 au PR 12+054

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 33	
POINTS REPERES (PR) ET SENS	PR 12,054 sens Nancy/Strasbourg	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Remplacement joints de chaussée	
PERIODE GLOBALE	Nuits du 12 au 16 octobre 2009 de 21h à 7h	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation VD sens Paris -Strasbourg Neutralisation VG sens Strasbourg-Nancy Basculement de la circulation du sens 1VD et VG sur la VG du sens 2 Vitesse limitée à 90 km/h au droit du chantier et 50 km/h dans le basculement. Interdiction de doubler	
SIGNALISATION EMPORAIRE	A LA CHARGE DE : District de Nancy CEI de Fléville	MISE EN PLACE PAR : CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	12 octobre 2009	AK5 au PR 9,500 sens Paris/Strasbourg	Neutralisation Voie de droite	RAS
	au			
	16 octobre 2009	AK5 au PR 13,300 sens Strasbourg/Nancy	Neutralisation Voie de gauche	
	21h à 7h			
		ITPC 10,700	Basculement de la circulation VD et VG sens 1 Paris-Strasbourg sur la VG sens 2 Strasbourg/Nancy	
		ITPC 12,120		

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3. Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Fléville-devant-Nancy;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Fléville-devant-Nancy.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société FREYSSINET de Nancy,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 8 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-072 en date du 8 octobre 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réparations des glissières sur la RN 52, du PR 18+300 au PR 19+800

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régleme la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 52	
POINTS REPERES (PR) ET SENS	Bretelle d'accès de l'échangeur du PULVENTEUX, PR 18+300, sens 1 Bretelle de sortie de l'échangeur de MONT-ST-MARTIN Centre, PR 19+800, sens 1	
SENS	Metz ==> Belgique	
SECTION	Bretelle	
NATURE DES TRAVAUX	Entretien courant	
PERIODE GLOBALE	Le lundi 19 octobre et mardi 20 octobre 2009	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Coupure des bretelles. Mise en place d'itinéraire de déviations dans les 2 cas.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Villers-la-Chèvre	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Villers-la-Chèvre

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Le lundi 19/10 et mardi 20/10 de 8h00 à 15h00.	PR 18+300 Metz ==> Belgique	- Coupure de la bretelle d'accès de l'échangeur du Pulventeux.	- Au droit de la bretelle d'accès à la N 52 en direction de la Belgique, la circulation est déviée par les D 520 (Avenue de l'aviation), D 918 (Rue de Mercy), RD 43 (Rue Albert Thomas) en traverse de la ville de Longwy, jusqu'à l'échangeur de "COSNES-et- ROMAIN".

		PR 19+800 Metz => Belgique	- Coupure de la bretelle de sortie de l'échangeur de Mont-Saint-Martin Centre.	- Au droit de la bretelle de sortie en provenance de Metz, la circulation est déviée par la N 52 jusqu'à l'échangeur "Mont Saint Martin Val" puis par le Boulevard de Metz en traversée de la ville.
--	--	-------------------------------	--	--

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Longwy et Mont-saint-Martin;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle, Monsieur le commissaire de Longwy et Monsieur le commissaire de Villerupt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire des communes de Longwy et Mont-saint-Martin.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 8 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 1161-09 du 13 octobre 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale - Agrément n° 15 - Autorisation n° 54-74 - Autorisation n° 54-92

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant le procès-verbal d'assemblée générale ordinaire du 30 juin 2009 concernant :

- la révocation de M. Gérard SOULA de ses fonctions de cogérant et directeur de Laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 21 rue de la Liberté à PIENNES, exploité par la SELARL « MAIREY », sise 9, rue de Metz à BRIEY, au 30 juin 2009 ;
- l'intégration de M. Jean-Philippe RAULT en tant que cogérant et directeur aux lieu et place de M. Gérard SOULA ;
- la cession d'une part sociale appartenant à M. Didier MAIREY au profit de M. Jean-Philippe RAULT ;
- le rachat d'une part sociale appartenant à M. Gérard SOULA par M. Didier MAIREY ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté modifié DDASS/AES N° 179 du 28 mai 2001 autorisant le fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral à responsabilité limitée « SELARL laboratoire d'analyses de biologie médicale MAIREY » agréée sous le n° 15, est modifié comme suit :

Dénomination sociale : SELARL MAIREY

Siège social : 9 rue de Metz

54150 BRIEY

Forme : Société d'exercice libéral à responsabilité limitée (SELARL)

Objet de la société :

La société a pour objet l'exploitation en commun d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale dans le respect des lois et règlements en vigueur.

Laboratoires exploités :

- Laboratoire d'analyses de biologie médicale

9 rue de Metz

54150 BRIEY

Autorisation n° 54-74

Directeur : M. Didier MAIREY, pharmacien biologiste

- Laboratoire d'analyses de biologie médicale

21 rue de la Liberté

54490 PIENNES

Autorisation n° 54-92

Directeur : M. Jean-Philippe RAULT, pharmacien biologiste

Répartition du capital social :

- Monsieur Didier MAIREY, associé professionnel possédant 989 parts
- Monsieur Jean-Philippe RAULT, associé professionnel possédant 1 part
- Madame Nathalie PAIN, porteur possédant 10 parts

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation, soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à :

- SELARL MAIREY ;
- Monsieur Didier MAIREY,
- Monsieur Jean-Philippe RAULT,
- Monsieur le directeur de l'agence française de sécurité sanitaire des produits de santé ;
- Madame la directrice régionale des affaires sanitaires et sociales, inspection de la pharmacie ;
- Monsieur le maire de Briey ;
- Monsieur le président du conseil central de la section G de l'ordre national des pharmaciens ;
- Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de NANCY ;
- Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de LONGWY.
- Monsieur le directeur départemental des archives.

Nancy, le 13 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 1162-09 du 13 octobre 2009 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale, 21 rue de la Liberté - 54490 PIENNES - Autorisation n° 54-92

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : L'article 1 de l'arrêté préfectoral DDASS/AES/MH/MC N° 01230-08 du 17 novembre 2008 autorisant le fonctionnement, sous le n° 54-92, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 21 rue de la Liberté à Piennes (54490) au sein de la SELARL « MAIREY » sise 9 rue de Metz à Briey (54150) agréée sous le numéro 15, est modifié dans les conditions ci-après :

Raison sociale :

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

21 rue de la Liberté

54490 PIENNES

Exploité au sein de la SELARL «MAIREY»

Directeur : Monsieur Jean-Philippe RAULT, pharmacien biologiste, autorisé à effectuer les actes de : hématologie, sérologie, immunologie, biochimie, virologie, bactériologie, parasitologie, prélèvements de sang veineux ou capillaire.

Article 2 : Cette décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de Piennes et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont un exemplaire sera adressé à :

- SELARL MAIREY,
- Monsieur Gérard SOULA,
- Monsieur Jean-Philippe RAULT,
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- Monsieur le Maire de Piennes,
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens Section G,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 13 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Service cohésion sociale

Extrait de l'arrêté DDASS/SCS/ n° 1126 du 8 octobre 2009 portant agrément de l'Association pour un Lien Social et des Espaces Solidaires « ALISéS » pour la domiciliation des personnes sans domicile stable

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : L'Association pour un Lien Social et des Espaces Solidaires « ALISéS », située 10, avenue Albert 1^{er} - 54150 BRIEY est agréée aux fins de procéder à la domiciliation des personnes sans domicile stable, selon les termes du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral susvisé du 27 mai 2009.

Article 2 : L'agrément est délivré pour une durée maximale de 3 ans à compter du présent arrêté.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié au président de l'association visée à l'article 1^{er}.

Nancy, le 8 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté DDASS/SCS/ n° 1127 du 8 octobre 2009 portant agrément de l'association Accueil et Réinsertion Sociale « ARS » pour la domiciliation des personnes sans domicile stable

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : L'Association Accueil et Réinsertion Sociale « ARS », située 12 boulevard Jean Jaurès – 54000 NANCY est agréée aux fins de procéder à la domiciliation des personnes sans domicile stable, selon les termes du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral susvisé du 27 mai 2009.

Article 2 : L'agrément est délivré pour une durée maximale de 3 ans à compter du présent arrêté.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié au président de l'association visée à l'article 1^{er}.

Nancy, le 8 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté DDASS/SCS/ n° 1128 du 8 octobre 2009 portant agrément de l'Association Lorraine d'Aide aux Sans Abri (ALASA), de l'Association Lorraine d'Assistance aux Libérés (ASLORAL) et de l'Association « Le Gîte Familial » pour la domiciliation des personnes sans domicile stable

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : L'Association Lorraine d'Aide aux Sans Abri (ALASA), l'Association Lorraine d'Assistance aux Libérés (ASLORAL) et « Le Gîte Familial » sont agréés, conjointement dans le cadre du futur groupement de coopération sociale et médico-sociale « REGAIN 54 » aux fins de procéder à la domiciliation des personnes sans domicile stable, selon les termes du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral susvisé du 27 mai 2009.

Article 2 : L'agrément est délivré pour une durée maximale de 3 ans à compter du présent arrêté.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié aux présidents des associations visées à l'article 1^{er}.

Nancy, le 8 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté DDASS/SCS/ n° 1129 du 8 octobre 2009 portant agrément de l'Association « Amitiés tsiganes » pour la domiciliation des personnes sans domicile stable

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : L'Association « Amitiés Tsiganes », située Centre « Les Tamaris » Haut du Lièvre – B.P 2019 – 54100 NANCY est agréée aux fins de procéder à la domiciliation des personnes sans domicile stable, selon les termes du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral susvisé du 27 mai 2009.

Article 2 : L'agrément est délivré pour une durée maximale de 3 ans à compter du présent arrêté.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié au président de l'association visée à l'article 1^{er}.

Nancy, le 8 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté DDASS/SCS/ n° 1130 du 8 octobre 2009 portant agrément du Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour les Usagers de Drogues (CAARUD) « L'ECHANGE » pour la domiciliation des personnes sans domicile stable

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Le Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour les Usagers de Drogues (CAARUD) « L'ECHANGE » 7, rue Lionnois – 54000 NANCY est agréé aux fins de procéder à la domiciliation des personnes sans domicile stable, selon les termes du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral susvisé du 27 mai 2009.

Article 2 : L'agrément est délivré pour une durée maximale de 3 ans à compter du présent arrêté.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié au président de l'association AGU 54 gestionnaire du centre d'accueil visé à l'article 1^{er}.

Nancy, le 8 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

*Service solidarité - autonomie***Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1143 du 6 octobre 2009 approuvant la convention constitutive du groupement de Coopération médico-sociale « Notre Vie »**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : La Convention Constitutive du Groupement de Coopération Médico-Sociale « Notre Vie », annexée au présent arrêté, est approuvée.

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy 5 place carrière – 54 036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

Arrêté n° 2009/DDEA/SIMS/007 du 29 septembre 2009 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics

Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001, relative aux lois de finances, modifiée par la loi n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifiée par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 90-232 du 15 mars 1990 portant application de l'article 69 de la loi de finances pour 1990 et relatif à l'organisation administrative et financière du compte de commerce n° 904-21 intitulé « opérations industrielles et commerciales des directions départementales de l'équipement », modifié par le décret 98-682 du 30 juillet 1998 ;

Vu le décret n°2003-1082 du 14 novembre 2003 relatif à l'organisation et aux attributions des direction départementales de l'agriculture et de la forêt ;

Vu les décrets n° 2005-29 du 12 janvier 2005 et n° 2000-1143 du 21 novembre 2000, modifiant le décret du 17 octobre 1995 relatif au fonds de prévention des risques naturels ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics ;

Vu les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués :

- du 21 décembre 1982, modifié, pour le budget du ministère de l'urbanisme et du logement des transports,
- du 27 janvier 1992, modifié pour le budget du ministère de l'environnement,
- du 23 mars 1994 pour le budget du ministère de la jeunesse et des sports,
- du 4 janvier 1994 pour le budget du ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville, section budgétaire Ville,
- du 7 janvier 2003 pour le budget du ministère de l'éducation nationale,
- du 2 mai 2002 pour le budget du ministère de l'agriculture et de la pêche ;

Vu le décret n° 2008-1234 du 27 novembre 2008 relatif à la fusion des directions départementales de l'équipement et des directions départementales de l'agriculture et de la forêt dans certains départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DDES/2008/01 du 8 décembre 2008 portant création de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté conjoint du Ministre d'État, Ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire et du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche, en date du 12 décembre 2008, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, en qualité de directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1er janvier 2009 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 09.OSD.28 du 27 juillet 2009, portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture ;

Vu l'organigramme du service ;

ARRETE

Article 1^{er} : La définition de marchés passés selon une procédure adaptée est réalisée sur la base de la programmation de la commande publique définie par mes soins.

Les fonctions de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés ne sont pas déléguées sauf :

- Pour les procédures formalisées au sens de l'article 26 du Code des Marchés Publics :

- * l'ouverture des enveloppes et la demande éventuelle des pièces de candidature manquantes, dans le respect des dispositions du code des marchés publics, qui sont déléguées au chef de service en charge de l'opération concernée par le marché,
- * l'élimination des candidatures ne pouvant être admises, qui est déléguée à Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, directrice adjointe et Daniel MORLON, adjoint aux directeurs,
- * la signature des bons de commande inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 133 000 € HT (marchés de fournitures et services) dans le cadre de marchés à bons de commande au sens de l'article 77 du Code des Marchés Publics, qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

- Pour les marchés à procédure adaptée au sens de l'article 28 du Code des Marchés Publics :

- * la signature des marchés inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 133 000 € HT (marchés de fournitures et service), qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté,
- * la procédure de consultation et de choix du titulaire qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée à Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, directrice adjointe, Daniel MORLON, adjoint aux directeurs et à Monsieur Bernard GANNE, chargé du service « systèmes d'information et moyens des services », à l'effet de signer toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire selon l'ensemble des dispositions prévues dans l'arrêté susvisé du Préfet ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié).

La présente subdélégation s'étend également au paiement ainsi qu'à toute opération relevant de la compétence de l'ordonnateur secondaire en matière de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs (compte 466-1686).

Article 3 : Subdélégation de signature est donnée aux chefs de service désignés ci-dessous :

- Monsieur Ludovic BONNARD, chargé du service « agriculture, forêt, chasse » ;
 - Monsieur Hervé BOYER, chargé du service « transports, sécurité » ;
 - Monsieur Bernard GANNE, chargé par intérim du service « ressources humaines » ;
 - Monsieur Jean-Marie HAM, chargé du service « expertise, ingénierie et constructions durables » ;
 - Monsieur Jean-Luc JANEL, chargé du service « environnement, eau, biodiversité » ;
 - Monsieur Karim MIKSA, chargé du Service « habitat » ;
 - Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, chargée du service « aménagement durable, urbanisme, risques » ;
- à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les engagements comptables ou demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent,
- les engagements juridiques.

En cas d'absence ou d'empêchement des chefs de service désignés ci-dessus, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par le chef de service chargé, par décision, de leur intérim.

Article 4 : Subdélégation de signature est donnée aux personnes, désignées ci-dessous :

- Monsieur Patrick VIARD, adjoint au responsable du service « systèmes d'information et moyens des services », pour les dépenses de fonctionnement ;

- Monsieur Loïc VANNIER, responsable de l'unité « CSM gestion financière », pour les dépenses de personnel ;

à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent,
- les engagements juridiques.

Article 5 : Subdélégation de signature est donnée aux chefs d'unités désignés ci-dessous, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les engagements juridiques dans la limite de :

50 000 euros HT par commande pour :

- Monsieur Michel FRANCOIS, responsable du Parc Départemental ou, en cas d'absence ou d'empêchement, Monsieur René LEHMANN, Directeur de Cabinet ;

10 000 euros HT par commande pour :

- Monsieur Cédric BOUSSUGE, chargé de l'unité « systèmes d'information » ;
- Monsieur Pascal CAMPANER, chargé de l'unité « moyens généraux » ;
- Madame Martine COUDERT, chargée de l'unité « soutien de l'activité » ;
- Madame Angélique MASSON, chargée de l'unité « communication » ;
- Monsieur Christian SAUGET, Chargé de l'unité « constructions publiques 2 » ;
- Madame Chantal SPYCHALA, chargée de l'unité « gestion de proximité ».

Article 6 : Sur proposition des subdélégataires désignés aux articles 2 et 3, subdélégation de signature est donnée aux agents désignés à l'annexe 2, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les engagements juridiques dans la limite des montants indiqués.

Article 7 : Subdélégation de signature à Monsieur Patrick VIARD, adjoint au responsable du service « systèmes d'information et moyens des services », responsable d'unité comptable, à l'effet de signer :

- Pour les opérations comptables relevant des BOP « écologie, énergie, développement durable et mer » :

* les demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent,

* les pièces de liquidation des dépenses et des recettes de toute nature, proposées au mandatement ;

- Pour les opérations comptables relevant des BOP « alimentation, agriculture et pêche » :

* les engagements comptables et les pièces d'ordonnement de dépenses et de recette de toute nature adressées à la Trésorerie Générale.

En son absence, la subdélégation est donnée à Monsieur Pascal CAMPANER, chargé de l'unité « moyens généraux », ou à Monsieur Cédric BOUSSUGE, chargé de l'unité « systèmes d'information ».

Article 8 : Subdélégation de signature est donnée aux responsables d'unités comptables, désignés ci-dessous à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences :

* les demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent,

* les pièces de liquidation des dépenses et des recettes de toute nature, proposées au mandatement,

- Madame Martine COUDERT, chargée de l'unité « soutien de l'activité » ou, en cas d'absence ou d'empêchement, à Madame Isabelle THOMAS, chargée de l'unité « infrastructures aéronautiques » ou à Monsieur Patrick VIARD, adjoint au responsable du service « systèmes d'information et moyens des services » ;

- Monsieur Michel FRANCOIS, responsable du Parc Départemental ou, en son absence, à Monsieur René LEHMANN, Directeur de Cabinet.

Article 9 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.

Article 10 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 2009/DDEA/SIMS/005 du 28 juillet 2009 et sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 29 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Service agriculture, forêt, chasse

Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/AFC/498 du 13 octobre 2009 fixant le stabilisateur départemental des indemnités compensatoires de handicaps naturels au titre de la campagne 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Sur l'ensemble du département est fixé un stabilisateur budgétaire départemental permettant de respecter la notification du droit à engager.

Article 2 : Le stabilisateur pour la campagne 2009 est le suivant : 1,0000

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture et M. le président directeur général de l'Agence de Service et de Paiement (ASP) sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/AFC/504 (n° 2) du 8 octobre 2009 constatant l'indice des fermages et sa variation pour l'année 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} – L'indice des fermages pour le département de Meurthe-et-Moselle est constaté pour 2009 à la valeur de 120,40.

Cet indice est applicable pour les échéances annuelles du 1^{er} octobre 2009 au 30 septembre 2010. Cet indice tient compte du coefficient de raccordement sus-évoqué.

Article 2 – La variation de cet indice par rapport à l'année précédente est de + 4,51 %.

Article 3 – A compter du 1^{er} octobre 2009 et jusqu'au 30 septembre 2010, les maxima et les minima sont fixés aux valeurs actualisées suivantes :

1) pour les terres agricoles :

Régions naturelles	Catégories	Valeur minimale EURO/ha	Valeur maximale EURO/ha
Plateau Lorrain et Pays Haut	Supérieure	96,29	110,25
	Moyenne	61,95	96,29
	Inférieure	45,38	61,95
Woëvre et Haye	Supérieure	91,91	105,86
	Moyenne	59,05	91,91
	Inférieure	42,36	59,05
Montagne et Côtes de Meuse	Supérieure	88,12	103,45
	Moyenne	56,15	88,12
	Inférieure	40,46	56,15

Pour le calcul des fermages afférents aux terrains loués par baux d'une durée supérieure à neuf ans, les loyers fixés à l'article 3 ci-dessus sont majorés dans les conditions suivantes :

- + 3 % pour les baux de 12 ans
- + 5 % pour les baux de 15 ans
- + 23 % pour les baux de 18 ans
- + 27 % pour les baux de 25 ans

2) pour les cultures maraîchères :

minimum : 571,26 Euro/ha
maximum : 914,01 Euro/ha

3) pour les baux viticoles en monnaie :

Baux à vignes

minimum : 961,39 Euro/ha
maximum : 1 922,76 Euro/ha

Terres à vignes

minimum : 412,03 Euro/ha
maximum : 686,71 Euro/ha

Article 4 – Le prix de l'hectolitre de vin d'appellation Côtes de Toul (base de calcul pour la détermination du prix du fermage en denrée des baux viticoles) est fixé au 1^{er} octobre 2009 à 106,00 euros, déterminé par la commission départementale des bénéfices.

Article 5 – Le Secrétaire Général de la Préfecture, les Sous-Préfets, le Directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée au président de la commission consultative départementale des baux ruraux, à tous les membres de cet organisme, aux Présidents des tribunaux paritaires des baux ruraux ainsi qu'au Président de la Chambre des Notaires de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

ANNEXE : AVIS DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES BAUX RURAUX

Compte tenu des difficultés économiques rencontrées par les agriculteurs du département, la Commission Consultative des Baux Ruraux s'est prononcée, à la majorité de ses membres, en faveur d'un échelonnement dans le temps de la hausse des fermages par solidarité avec les agriculteurs.

Extrait de l'arrêté n° 510/2009 du 9 octobre 2009 relatif à la distraction et à l'application du régime forestier (commune de Méréville)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Sont distraites du régime forestier les parcelles de terrain désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire Communal
	Section	N° de parcelle	Lieudit		
Commune de Méréville	A	12	Moulins Bois	21,0520	Méréville
		13		0,2920	
				21,3440	

Article 2 - Il sera fait application du régime forestier à la parcelle de terrain désignée ci-après à compter de la date de signature de l'acte d'échange :

Personne morale propriétaire après échange	Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire Communal
	Section	N° de parcelle	Lieudit		
Commune de Méréville	A	125	Moulins Bois	21,3436	Méréville
		(ex 39 pie)			
				21,3436	

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée au maire de Méréville.

Nancy, le 9 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

*Service aménagement durable, urbanisme, risques***Communes de Chaligny et de Neuves-Maisons - Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/ADUR/034 du 6 octobre 2009 - Aménagement de la ZAC Filinov à vocation d'activités économiques et culturelles - Déclaration d'utilité publique**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que toutes les formalités de publicité ont été régulièrement accomplies, ainsi que l'attestent les pièces jointes au dossier ;

AR R E T E

Article 1^{er} - Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter nécessaires à la réalisation de la ZAC Filinov à vocation d'activités économiques et culturelles sur le territoire des communes de CHALIGNY et de NEUVES MAISONS, conformément aux dispositions du plan annexé au présent arrêté.

Article 2 - Le maître d'ouvrage procédera à des études complémentaires (sondages complémentaires et recherche des HAP – hydrocarbures aromatiques polycycliques – sous le gazomètre) pour confirmer que le site ne subit aucune contamination.

Article 3 - L'Etablissement Public Foncier de Lorraine (EPFL) est autorisé à acquérir les immeubles nécessaires au projet, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 4 - Le document exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération est joint au présent arrêté, conformément aux dispositions de l'article

L 11-1-1 du code de l'expropriation.

Article 5 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Madame la présidente de la communauté de communes Moselle et Madon sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le président de l'établissement public foncier de Lorraine
- Madame la présidente de la communauté de communes Moselle et Madon
- Monsieur le maire de CHALIGNY
- Monsieur le maire de NEUVES MAISONS
- Monsieur Jean-Marie MAROTTE, commissaire enquêteur
- Monsieur le président du tribunal administratif de NANCY
- Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture.

Nancy, le 6 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

*Service environnement eau biodiversité***Extrait de l'arrêté n° 2009/1 du 8 octobre 2009 autorisant le tir du Grand cormoran (*Phalacrocorax carbo sinensis*) et définissant les modalités de régulation pour la campagne 2009/2010**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'il n'existe pas d'autres moyens de prévenir les dégâts dus au Grand cormoran sur les piscicultures extensives en étangs ;

Considérant les risques présentés par la prédation du Grand cormoran pour les populations de poissons menacés ;

AR R E T E

Article 1 : Des autorisations individuelles de tir du Grand cormoran peuvent être délivrées en Meurthe-et-Moselle :

- au titre de la protection des intérêts économiques des propriétaires et exploitants d'étangs de pisciculture extensive : dans la zone de piscicultures extensives en étang et dans la zone des eaux libres périphériques (cf. annexe 1), sur la Chiers et ses affluents, l'Orne et ses affluents ainsi que sur le domaine public fluvial de la Moselle, de la Meurthe et de la Vezouze ;
- au titre de la protection d'espèces de poissons menacées : sur le Rupt-de-Mad, l'Esch, le Madon et la Mortagne.

Article 2 : Les prélèvements seront effectués dans la limite des quotas départementaux suivants :

- pour la prévention des dégâts aux piscicultures extensives en étangs : 700 oiseaux,
- pour la protection d'espèces de poissons menacées : 150 oiseaux.

Au cas où l'un de ces quotas ne serait pas atteint, un arrêté préfectoral complémentaire pourra augmenter le quota atteint par tout ou partie du solde du quota non atteint.

Les autorisations de tir peuvent être retirées lorsque les quotas départementaux sont atteints.

Article 3 : Le chef du Service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques est chargé de la coordination et du suivi des opérations de tir, dans le respect des quotas départementaux.

I - Dispositions communes

Article 4 : Le tir est autorisé, de jour (soit de 1 h avant le lever du soleil à Nancy jusqu'à 1h après son coucher), de l'ouverture de la chasse pour l'ensemble des espèces de gibier d'eau dans le département jusqu'au dernier jour de février.

Toutefois :

- le tir est suspendu les jours de comptage du grand cormoran ou des autres oiseaux d'eau, ainsi qu'une semaine avant les opérations de dénombrement national ou international, soit pour la présente campagne :

- | | |
|-----------------------|---|
| * le 18 octobre 2009 | * du 11 au 17 janvier 2010 (comptage international) |
| * le 15 novembre 2009 | * le 14 février 2010 |
| * le 18 novembre 2009 | * le 17 février 2010 |
| * le 13 décembre 2009 | * le 14 mars 2010 |
| * le 16 décembre 2009 | |

- le tir est interdit :

- * sur les dortoirs accueillant d'autres espèces d'oiseaux protégés que le cormoran (hérons notamment),
- * en période de fermeture de la chasse du gibier d'eau dans les zones de nidification des oiseaux d'eau,

- dans les réserves de chasse et de faune sauvage du domaine public fluvial, le tir ne pourra être pratiqué que par l'Association départementale des chasseurs de gibier d'eau, encadrée par les agents de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques.

Dans les autres réserves de chasse et de faune sauvage, le tir ne pourra être pratiqué que par les agents de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques, de l'office national de la chasse et de la faune sauvage et les lieutenants de louveterie.

- en cas d'opérations d'alevinage ou de vidange tardives sur des piscicultures extensives en étang, l'article 13 fixe les conditions de prolongation de la durée de l'autorisation de tir.

Article 5 : Le tir aura lieu à 100 m maximum des rives des étangs ou des cours d'eau, sous réserve du droit des détenteurs de droit de chasse voisins.

Article 6 : Les tireurs doivent respecter les règles de la police de la chasse et être porteurs de leur permis de chasser visé et validé, ainsi que de leur autorisation préfectorale individuelle, qui devra être présentée à toute réquisition des services de contrôle.

Cette autorisation pourra être retirée en cas de non respect des conditions imposées pour son utilisation.

Article 7 : Afin d'assurer le suivi et la coordination des opérations de tir tout cormoran abattu devra être signalé dans les 24 h directement par le tireur

- au service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques :

Tél/fax : 03 83 82 67 78

Mél : sd54@onema.fr

Adresse : BP 149 – Chemin de Montrichard – 54700 Pont-à-Mousson cedex

- ou au service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage :

Tél : 03 83 73 24 74

Fax : 03 83 73 09 73

Mél : sd54@oncfs.gouv.fr

Adresse : 26 rue Lamartine – 54300 Lunéville.

Les oiseaux abattus porteurs d'une bague seront impérativement remis entiers dans les 24 heures à l'agent de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques responsable du secteur. L'autorisation de destruction vaut autorisation de transport par le tireur pour les oiseaux bagués.

Les autres oiseaux abattus seront enfouis sur place.

Article 8 : A l'expiration de la période d'autorisation de tir, un compte-rendu des opérations de destruction (établi selon le modèle en annexe 3) sera adressé dans les 15 jours par le bénéficiaire au Service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques, qui en assurera la synthèse et la transmettra à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture pour le 15 mai.

Article 9 : Le respect des dispositions du présent arrêté conditionne l'octroi d'une autorisation individuelle pour l'année suivante.

II - Prévention des dégâts sur les piscicultures extensives en étangs

Article 10 : Sont considérées comme piscicultures extensives :

- les exploitations ayant pour objet l'élevage de poissons destinés à la consommation, au repeuplement, à l'ornement, à des fins expérimentales ou scientifiques ainsi qu'à la valorisation touristique,

- les plans d'eau exploités pour la production de poissons, en dehors de ceux communiquant avec les cours d'eau, canaux et ruisseaux.

Article 11 : Sont autorisés à intervenir sur les étangs de pisciculture extensive le propriétaire ou l'exploitant de la pisciculture, et/ou les personnes qu'il aura désignées.

Dans la zone des eaux libres périphériques et sur la Chiers, l'Orne et leurs affluents, les autorisations de tir pourront être délivrées :

- sur le domaine public fluvial : aux détenteurs du droit de chasse du gibier d'eau et à leurs ayants droit

- sur les autres cours d'eau : aux propriétaires ou fermiers riverains, aux associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique, ainsi qu'aux personnes qu'ils désignent.

Article 12 : Les demandes d'autorisation de destruction seront formulées selon le modèle annexé au présent arrêté (annexe 2).

Article 13 : En cas d'opérations d'alevinage ou de vidange tardives sur des piscicultures extensives en étang, la durée de l'autorisation de tir peut être prolongée jusqu'à la fin des opérations, sans pouvoir dépasser le 30 avril.

Le tir est interdit sur les sites de nidification des oiseaux d'eau.

L'exploitant s'engage à ne réaliser aucun effarouchement sonore à l'aide de canons à gaz au cours du mois d'avril.

III - Opération pour la protection d'espèces de poissons menacées

Article 14 : Sur le Rupt-de-Mad, l'Esch, le Madon et la Mortagne, les autorisations de tir pourront être délivrées aux propriétaires ou fermiers riverains, aux associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique, ainsi qu'aux personnes qu'ils désignent, encadrés par des agents assermentés (agents de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques, de l'office national de la chasse et de la faune sauvage ou lieutenants de louveterie) qui doivent impérativement être prévenus avant le début des opérations.

Article 15 : Les demandes d'autorisation de destruction seront formulées selon le modèle annexé au présent arrêté (annexe 2 bis).

Article 16 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, le directeur départemental de l'Équipement et de l'Agriculture, le colonel, commandant du groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, les agents publics chargés de la police de la chasse et de la protection de la nature, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une ampliation sera adressée à :

- au chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques
- au chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage
- au président de l'association départementale des lieutenants de louveterie
- au président de l'association départementale des chasseurs de gibier d'eau
- au président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique
- au délégué régional de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques
- au président de la fédération départementale des chasseurs
- au directeur du service de la navigation du nord-est
- au directeur de Voies navigables de France

Nancy, le 8 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le chef du service environnement, eau et biodiversité
de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture,
Jean-Luc JANEL

RAPPEL

L'emploi de grenaille de plomb est interdit dans les zones humides
(marais non asséchés, fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et nappes d'eau).

Les annexes sont consultables au service environnement eau biodiversité de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle.

Extrait de l'arrêté DDEA-PECHE 2009/037 du 13 octobre 2009 instituant des réserves de pêche en 2010 sur la Meurthe et la Vezouze

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Afin de préserver les frayères naturelles, toute pêche est interdite du 1^{er} janvier 2010 au 30 avril 2010 sur les tronçons de cours d'eau suivants :

Rivière La Meurthe

- Commune de SAINT-CLEMENT :

* La reculée de l'ancienne rivière en amont de l'ancien pont sur 350 m environ

* La reculée « Le Gréhachot »

- Commune de CHENEVIERES :

* La reculée du « Grand Paquis »

* La reculée aval du seuil fixe du canal des papeteries de Navarre

- Commune de LUNEVILLE :
 - * Les reculées « Popard » au lieu-dit Les Grands Moulins
- Commune de MONCEL-LES- LUNEVILLE :
 - * Les reculées de la ferme de la Petite Pologne de chaque côté de la RN 333 (déviation RN4)
 - * La reculée dite du « Pilot de l'Orme » (amont de l'embouchure du ruisseau du Mississipi)
- Commune de MONT-SUR-MEURTHE :
 - * La reculée du « Bois le Duc »
- Commune de DAMELEVIERES :
 - * La reculée dite « Le Plain »

Rivière La Vezouze

- Commune de CROISMARE :

La reculée en amont du Pont de CROISMARE

Article 2 : Les réserves seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen.

Article 3 : Dans les réserves ainsi instituées toute pêche est interdite à quelque époque que ce soit. Cette interdiction n'est pas opposable aux pêches extraordinaires exécutées en application du second alinéa de l'article L 436-9 du Code de l'Environnement.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de LUNEVILLE, les maires de CROISMARE, SAINT-CLEMENT, CHENEVIERES, LUNEVILLE, MONCEL-LES-LUNEVILLE, MONT-SUR-MEURTHE, DAMELEVIERES, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, le directeur interdépartemental du service de la navigation du nord-est et le chef du service départemental de l'ONEMA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux :

- président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;
- président de l'association pour la pêche et la protection du milieu aquatique « LA CARACHE LUNEVILLOISE ».

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché pendant un mois dans les mairies citées à l'article 4 et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy le 13 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le chef du service de police de l'eau de Meurthe-et-Moselle,
Jean-Luc JANEL

SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

Arrêté du 9 octobre 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Alexander ENTZER, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle

Le chef de service,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,

Vu le décret n°79-180 du 6 mars 1979 instituant les services départementaux de l'architecture, ensemble les textes visés par ce décret, modifié par le décret n°96-492 du 4 juin 1996,

Vu le courrier du ministère de la culture et de la communication du 10 septembre 2009 nommant M. Alexander ENTZER, chef de service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle,

Vu l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.127 en date du 29 septembre 2009 portant délégation de signature à M. Alexander ENTZER, chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine de Meurthe-et-Moselle, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1^{er} - En application de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.127 en date du 29 septembre 2009 accordant délégation de signature à M. Alexander ENTZER, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, à l'agent suivant :

- M. Philippe ALLEE, ingénieur des services culturels, adjoint au chef de service

Article 2 - Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Nancy, le 9 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine,
Alexander ENTZER

Arrêté du 9 octobre 2009 portant subdélégation de signature de M. Alexander ENTZER, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle, à Mlle Céline LESCURE, secrétaire administrative

Le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle,

Vu l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.127 du 29 septembre 2009 accordant délégation de signature à M. Alexander ENTZER, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle; et notamment ses articles 1 et 2 ;

ARRETE

Article 1^{er} : Subdélégation de signature est accordée à Mlle Céline LESCURE, secrétaire administrative en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu pour l'exécution des dépenses imputées sur le programme 224.

Article 2 : M. Alexander ENTZER, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle, Mlle Céline LESCURE et M. le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 9 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine,
Alexander ENTZER

TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Trésorerie de Toul – En date du 3 août 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Laurence GHERAERT, Contrôleur Principal du Trésor Public

Le soussigné Martine CAVALLASCA, Trésorier de TOUL Impôts, 14 rue Drouas - 54201 TOUL CEDEX

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Madame Laurence GHERAERT, Contrôleur Principal du Trésor Public, lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de TOUL 14 rue Drouas 54201 TOUL CEDEX, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de TOUL Impôts 14 rue Drouas 54201 TOUL Cedex, entendant ainsi transmettre à Madame Laurence GHERAERT tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Laurence GHERAERT
Contrôleur Principal

Signature du mandant
Martine CAVALLASCA
Inspecteur
Gérant intérimaire de Toul

le cas échéant,

donner délégation à Mme Laurence GHERAERT, Contrôleur Du Trésor Public pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Laurence GHERAERT
Contrôleur Principal

Signature du délégant
Martine CAVALLASCA
Inspecteur
Gérant intérimaire de Toul

Toul, le 3 août 2009

Trésorerie de Toul – En date du 3 août 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Colette AMBERT, Contrôleur Principal du Trésor Public

Le soussigné Martine CAVALLASCA, Trésorier de TOUL Impôts, 14 rue Drouas - 54201 TOUL CEDEX

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Madame Colette AMBERT, Contrôleur Principal du Trésor Public, lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de TOUL 14 rue Drouas 54201 TOUL CEDEX, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de TOUL Impôts 14 rue Drouas 54201 TOUL Cedex, entendant ainsi transmettre à Madame Colette AMBERT tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Colette AMBERT
Contrôleur Principal

Signature du mandant
Martine CAVALLASCA
Inspecteur
Gérant intérimaire de Toul

le cas échéant,

donner délégation à Mme Colette AMBERT, Contrôleur Du Trésor Public pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Colette AMBERT
Contrôleur Principal

Signature du délégant
Martine CAVALLASCA
Inspecteur
Gérant intérimaire de Toul

Toul, le 3 août 2009

Trésorerie de Lunéville (054-038) – En date du 10 août 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Monsieur Pascal ADELE, Contrôleur Principal du Trésor Public

Le soussigné Alain SCHMITT, Chef de Poste à la Trésorerie de LUNEVILLE, 12 rue du Rempart – 54300 LUNEVILLE

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Pascal ADELE, Contrôleur Principal du Trésor, lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de LUNEVILLE,

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de LUNEVILLE, entendant ainsi transmettre à Monsieur Pascal ADELE tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Pascal ADELE
Contrôleur Principal

Signature du mandant
Alain SCHMITT
Trésorier Principal

Lunéville, le 10 août 2009

Trésorerie de Lunéville (054-038) – En date du 10 août 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Christelle BLAISE, Inspecteur du Trésor

Le soussigné Alain SCHMITT, Chef de Poste à la Trésorerie de LUNEVILLE, 12 rue du Rempart – 54300 LUNEVILLE

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Christelle BLAISE, Inspecteur du Trésor

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de LUNEVILLE,

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de LUNEVILLE, entendant ainsi transmettre à Madame Christelle BLAISE tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Christelle BLAISE
Inspecteur

Signature du mandant
Alain SCHMITT
Trésorier Principal

donner délégation à Christelle BLAISE, Inspecteur du Trésor pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Christelle BLAISE
Inspecteur

Signature du délégant
Alain SCHMITT
Trésorier Principal

Lunéville, le 10 août 2009

Trésorerie de Lunéville (054-038) – En date du 10 août 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Laurence GEORGE, Contrôleur du Trésor

Le soussigné Alain SCHMITT, Chef de Poste à la Trésorerie de LUNEVILLE, 12 rue du Rempart – 54300 LUNEVILLE

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Laurence GEORGE, Contrôleur du Trésor

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de LUNEVILLE,

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de LUNEVILLE, entendant ainsi transmettre à Madame Laurence GEORGE tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Laurence GEORGE
Contrôleur

Signature du mandant
Alain SCHMITT
Trésorier Principal

Lunéville, le 10 août 2009

Trésorerie de Lunéville (054-038) – En date du 10 août 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Anne-Marie GUIHO, Inspecteur du Trésor

Le soussigné Alain SCHMITT, Chef de Poste à la Trésorerie de LUNEVILLE, 12 rue du Rempart – 54300 LUNEVILLE

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Anne-Marie GUIHO, Inspecteur du Trésor

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de LUNEVILLE,

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de LUNEVILLE, entendant ainsi transmettre à Madame Anne-Marie GUIHO tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Anne-Marie GUIHO
Inspecteur

Signature du mandant
Alain SCHMITT
Trésorier Principal

donner délégation à Anne-Marie GUIHO, Inspecteur du Trésor pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Anne-Marie GUIHO
Inspecteur

Signature du délégant
Alain SCHMITT
Trésorier Principal

Lunéville, le 10 août 2009

Trésorerie de Lunéville (054-038) – En date du 10 août 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Monsieur Dominique STAUFFER, Contrôleur du Trésor

Le soussigné Alain SCHMITT, Chef de Poste à la Trésorerie de LUNEVILLE, 12 rue du Rempart – 54300 LUNEVILLE

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Dominique STAUFFER, Contrôleur du Trésor

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de LUNEVILLE,

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de LUNEVILLE, entendant ainsi transmettre à Monsieur Dominique STAUFFER tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Dominique STAUFFER
Contrôleur

Signature du mandant
Alain SCHMITT
Trésorier Principal

Lunéville, le 10 août 2009

Arrêté du 1^{er} octobre 2009 portant délégation de signature à Mme Monique PLASSAT, inspecteur départemental des impôts

Le gérant intérimaire de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 396 A de son annexe II ,

Vu le livre des procédures fiscales,

Vu le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques,

Vu l'arrêté du 23 septembre 2009 portant création de services des impôts des particuliers dans les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Mme Monique PLASSAT, inspecteur départemental des impôts, responsable du service des impôts des particuliers de Toul, à l'effet de statuer sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1^{er} octobre 2009

Le gérant intérimaire,
Jean-Marie ZIMMERMANN

Arrêté du 1^{er} octobre 2009 portant délégation de signature à MM. Eric PIQUE, Cyril COCHARD et Julien REMY, inspecteurs principaux auditeurs

Par arrêté préfectoral du 29 septembre 2009, Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle a donné délégation de signature à Monsieur Marc DERHAN, fondé de pouvoir assistant à la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, à l'effet :

- de liquider les dépenses et de signer les mandats édités par la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle imputés sur le budget de l'économie, des finances et de l'industrie (code 07) au titre du programme 156 « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local » (chapitre 0156) et du programme 722 « Dépenses immobilières » (chapitre 0722).
- de passer en son nom les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 133 000 € HT pour les fournitures et services et 206 000 € HT pour les travaux) dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental du 18 juin 2009 pour les dépenses relevant de la délégation visée à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2009.
- d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats.

En application des articles 3 et 7 dudit arrêté, Monsieur Marc DERHAN peut subdéléguer sa signature.

Aussi, par la présente Monsieur Marc DERHAN accorde délégation de signature, dans les conditions des articles 1^{er}, 2, 4, 5 et 6 de l'arrêté, à :

- Monsieur Eric PIQUE, Inspecteur principal auditeur.
- Monsieur Cyril COCHARD, Inspecteur principal auditeur.
- Monsieur Julien REMY, Inspecteur principal auditeur.

Cette délégation de signature prend effet à compter du 1^{er} octobre 2009 et sera communiquée à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 1^{er} octobre 2009

Le fondé de pouvoir assistant,
Marc DERHAN

SIV – Agrément des professionnels du commerce de l'automobile – Arrêté du 5 octobre 2009 de délégation de signature du trésorier payeur général

Vu l'article 1723 ter O B du code général des impôts,

Vu le décret n° 2008-1283 du 8 décembre 2008 relatif au commissionnement des personnes auprès desquelles sont payées les taxes sur les certificats d'immatriculation des véhicules et aux modalités de recouvrement de la redevance destinée à couvrir les frais d'acheminement de ces certificats,

M. Jean-Marie ZIMMERMANN, Chef des services du Trésor public, Gérant intérimaire de la Trésorerie générale de Meurthe et Moselle, donne délégation à M. Dominique BELLION, Préfet de Meurthe et Moselle

pour signer toutes conventions relatives au commissionnement des professionnels du commerce de l'automobile par l'administration des finances, dans les conditions prévues par l'article 1723 ter O B du code général des impôts (1) et par l'article 2 du décret n° 2008-1283 du 8 décembre 2008 pris pour son application (2), ainsi que toutes décisions unilatérales de refus ou de retrait du commissionnement.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Dominique BELLION, cette délégation de signature est donnée à M. François MALHANCHE, Secrétaire général.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. François MALHANCHE, cette délégation de signature est donnée à Mme Véronique PHELPS, directrice de la réglementation et des libertés publiques.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique PHELPS, cette délégation est consentie à M. Jean Pierre DEVIDET chef du bureau de la réglementation à l'exception des décisions de suspension ou de retrait d'agrément.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean Pierre DEVIDET, la délégation qui lui est consentie est exercée par Mme Sabine CHOIGNOT, attachée de préfecture, adjointe au chef de bureau.

Nancy, le 5 octobre 2009

Le gérant intérimaire,
Jean-Marie ZIMMERMANN

(1) Article 1723 ter O B du code général des impôts :

Le paiement des taxes mentionnées aux articles 1599 quinquies, 1635 bis M et 1635 bis O est effectué soit directement à l'administration, soit auprès des personnes, titulaires d'une commission délivrée par l'administration des finances, qui transmettent à l'administration les données relatives aux demandes d'immatriculation des véhicules donnant lieu au paiement de ces taxes.

(2) Article 2 du décret n° 2008-1283 du 8 décembre 2008 portant application de l'article 1723 ter O B du code général des impôts :

L'administration des finances compétente pour délivrer la commission visée à l'article 1723 ter-O B du code général des impôts aux professionnels visés à l'article 1^{er} communique au préfet sa décision d'agrément ou de refus d'agrément, prise en fonction du respect ou non de la condition fixée par ce même article.

Lorsque la décision prise par l'administration des finances est une décision d'agrément, le préfet ayant pouvoir d'habiliter ces professionnels à participer aux opérations d'immatriculation de véhicules terrestres à moteur signe avec eux une convention d'agrément.

En cas de refus d'agrément, le préfet susnommé notifie la décision prise par l'administration des finances aux professionnels intéressés.

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

Service aménagement durable, urbanisme, risques

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 20713 du 12 octobre 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Moutrot

Par arrêté préfectoral n° 20713 en date du 12 octobre 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du remplacement du poste CH Village Grande Rue, sur la commune de Moutrot.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 24225 du 12 octobre 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Barisey-la-Côte

Par arrêté préfectoral n° 24225 en date du 12 octobre 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de RDD Barisey-la-Côte, remplacement PT Village, sur la commune de Barisey-la-Côte.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 25941 du 12 octobre 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Saint-Remimont

Par arrêté préfectoral n° 25941 en date du 12 octobre 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue St Remimont FP renfo. BT rue du Pury, 5 rue du Pury, sur la commune de Saint-Remimont.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 30786 du 12 octobre 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'Onville

Par arrêté préfectoral n° 30786 en date du 12 octobre 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du remplacement du poste Eglise, sur la commune d'Onville.

